

Quelques remarques sur la déclaration d'auto-dissolution de la RAF

Pour une fois, commençons par la fin.

J'aimerais dire que, si les révolutions ont parfois effectivement lieu, à vrai dire, elles parlent peu.

Tout du moins, dans ce pays où elles brillent par leur absence.

Ce n'en était pas une, ce n'en est pas une et n'en sera non plus une dans un proche avenir.

Tel est le continuum, la réalité à laquelle nous devons faire face et que, précisément, nous avons voulu durement attaquer.

Mais je ne veux pas m'en tenir au kitch de gauche qui s'acharne sur la déclaration comme les champignons sur un vieux mur.

C'est déjà assez énevant de devoir se confronter au passé dans une situation fondamentalement bouleversée et avec des centres d'intérêt, par-là même modifiés.

Mais on ne peut se laisser traiter de crétin politique sans réagir.

Oui, dans la configuration d'alors, nous avons pensé avoir une chance de rompre quelque chose et de mettre en route un processus dialectique de libération dans la métropole.

Pour autant, nous n'avons jamais pensé pouvoir, comme petit groupe clandestin, "briser" quoique ce soit par la seule lutte armée.

Le projet était expressément politico-militaire. Contre l'idéologisation extrême et le sentiment d'impuissance, la lutte armée n'était qu'un élément nouveau de la praxis pour parvenir à réellement porter l'attaque.

Et le projet était largement défini pour pouvoir agir de manière sensée au sein du mouvement, sans que je doive le décrire une fois de plus.

Ce mouvement existait ici et internationalement. Cependant, au bout du compte, il s'est avéré que s'imposait l'intérêt basique (retour à la base), au sujet duquel une majorité de la gauche ne se différencie guère du "citoyen lambda" : une vie relativement sûre et agréable (à quel prix et qui le paye, ce n'est pas dit).

La métropole est bel et bien toujours un petit nid douillet avec de nombreux avantages.

Ainsi plus encore qu'aujourd'hui, il n'y avait pas de "problème social". C'était la période du boom économique et il n'y avait pas encore de chômage massif, l'Etat social s'étendait sur la jointure stratégique du modèle allemand.

Certes tout cela dura jusqu'à l'effondrement du mur et la fin de la confrontation entre blocs, ensuite, il n'y en avait plus besoin et il a terminé dans les poubelles de l'histoire : "shareholder-value" (partager la plus-value) à la place de la sécurité sociale.

Et pour ce qui concerne l'articulation avec le "social", je me souviens encore de certaines silhouettes, distribuant des tracts à la porte d'usines perdues dans le petit jour, et des rebuffades qu'elles obtenaient la plupart du temps.

Ces réflexions sur comment on aurait pu "éveiller" le "besoin d'émancipation et de libération" sont tout à fait superflues.

Et pour le dire de manière anachronique, il s'agit du vieux problème, comment la "classe en soi" devient-elle la "classe pour soi".

Par conséquent, nous ne parlons pas d'une erreur militaire dans le projet mais d'une condition préalable à tout début de politique émancipatrice, pas seulement pour la lutte armée.

Ce n'est pas seulement la RAF qui y a échoué, sans exception, toutes les pistes de gauche s'y sont cassées les dents. Bon, dans les années 70, le slogan était "Ab ins Private" (Vive la vie privée !), la vie alternative, le retour à l'université, la "longue marche" dans les institutions.

Un quart de siècle plus tard, les marcheurs sont enfin arrivés au centre et sont autorisés à coopérer pour porter le projet de repositionnement agressif de l'Allemagne.

Sans doute, "cela aurait été mieux" si au lieu de ce processus "la rupture mondiale d'où venait la RAF avait percé".

Peut-être ne serions-nous pas confrontés aujourd'hui à un tel méli-mélo. Mais avec des si on peut mettre Paris en bouteille.

Il y a quelque chose de Don Quichottesque dans le tourbillon d'idée sur les formes et les conceptions de la révolution du 19ème et 20ème siècles dans un monde qui a si radicalement changé sous nos yeux qu'aujourd'hui plus rien n'est comme 10 ans plus tôt (ce en quoi ce tourbillon se comporte avec le "social" comme Don quichotte avec sa Dulcinée).

Mais revenons à l'histoire. Dans nos mémoires, il est clair qu'au début des années 70, après le premier vrai choc de la répression, on en avait radicalement terminé avec le concept "du poisson dans l'eau".

Partout, les portes qui auparavant étaient ouvertes pour les militants de la RAF, restèrent closes. Certains considérant même concevable d'informer les flics. Soudainement, des divergences politiques devenaient "insurmontables".

Ne fallait-il pas donner une raison à cet opportun mouvement d'abandon dont l'une des causes principales fut l'arrestation de presque tous les illégaux ?

Quelques semaines auparavant encore, il en allait un peu différemment, certes ce n'était pas la pure unanimité mais personne ne serait allé aux flics.

Plus tard, on préférerait regarder les actions de la RAF à la télé.

De la "Safer politic" (politique sans danger), pour ainsi dire. Il est vrai que les organes étatiques n'ont pas eu à se surmener "pour refouler les positions sympathisantes".

Ensuite, la situation de la RAF fut longtemps branlante.

La situation exigea alors de nous d'une part la concentration sur la logistique et, de l'autre, sur les prisonniers qui devaient être protégés.

C'est-à-dire autant que possible essayer de les tirer de là. Il est clair que, sous la garde de l'Etat, leur intégrité psychologique n'était pas garantie (ce qui ne troublait guère ceux qui nous affublaient d'un "libérer la guérilla-guérilla").

La suite est connue, c'est 1977. Cette concentration était certes réductrice et entièrement déterminée par les actions pour les prisonniers, ce qui eut des effets préjudiciables pour les actions elles-mêmes et a, entre autres, conduit à l'erreur que constitua la décision de détourner l'avion.

Dans cette déclaration d'auto-dissolution, les auteurs récitent une fois de plus leur credo de ces dernières années : cette réduction et affirmation simpliste de la lutte armée se serait poursuivie tout au long des années 80.

Ce qui aurait empêché de renflouer l'affaire au niveau politique, le "social" aurait été laissé de côté, d'où l'absence de composants "pour la révolution sociale" et que sais-je d'autre encore. J

e ne peux plus entendre ce fatras répétitif.

Ce qui a réellement existé (et ce qui sans doute existera toujours) ce sont des groupes isolés de résistance et des individus qui concevaient un travail en commun avec un groupe armé - quand ils ne voulaient pas d'emblée intégrer la RAF. Et autant que je puisse en juger, ils n'étaient pas rares, justement dans ces années 80. En revanche, tout au long de l'expérience RAF, il est absurde de chercher des "mouvements sociaux" qui auraient été intéressés ou eu besoin de, serait-ce seulement de parler de buts politiques communs. En réalité, il n'y en eut jamais (et ce fût précisément l'expérience des années 70) parce qu'ils ont tous catégoriquement refusé l'emploi d'une violence politique (ce qui, accessoirement, ne les a pas plus aidés).

Par conséquent, cette valse-hésitation autour du Social, tout ce lamento ne peut faire illusion.

Si les choses furent ce qu'ils racontent en long, en large et en travers, ils déplorent simplement leur propre incapacité à ne pas persister, dans une voie qu'ils avaient soi-disant reconnue fautive, leur incapacité à chercher du nouveau.

L'explication en est peut être qu'ils ont eux-mêmes voulu qu'il en soit ainsi. Mais avant d'y arriver, ils préférèrent affirmer que l'erreur relèverait du projet.

Ce n'est pas eux qui furent "militaristes" mais le "projet", selon le principe, il en était ainsi depuis longtemps, nous n'y pouvons rien. Bougrement finauds !

Cela a déjà été dit plus d'une fois, mais ça me fait plaisir de le redire une dernière : le fait est que dans les années 80, existèrent très certainement des tentatives de repolitisation, de dures discussions dont les initiateurs furent ébréolés comme ne se donnant pas totalement aux actions.

Et, lorsque les prisonniers de Celle furent sollicités pour soutenir cette polémique, un lapidaire "une action, puis la prochaine, c'est ainsi que ça marche" fut la réponse.

Ce n'était déjà pas marrant avec les repentis, mais aujourd'hui, tous ces gens prennent la pose et, sans sourciller, déplorent les structures hiérarchiques, autoritaires, militaires dans la RAF. Un autre fait est que, depuis la fin des années 80, la lutte armée, si transformée ou modifiée qu'elle soit, n'a, de toute façon, plus de sens politiquement.

Les constellations ne s'y accordent plus, tous les points de références manquent. En outre, l'emploi épidémique de la violence à tous les niveaux rend inopérante la violence comme outil dans la lutte politique.

Et maintenant, un dernier point.

"Après notre défaite de 1993, nous savions ne pas pouvoir simplement continuer ainsi..."

Nous voulions une fois encore réfléchir et commencer une nouvelle étape avec ceux qui étaient encore en prison.

Au bout du compte, dans la scission, très douloureuse pour nous, qui vit une partie des prisonniers se séparer de nous et nous considérer comme des ennemis, il apparut que les conditions d'émergence de la RAF - solidarité et lutte pour le collectif - avaient déjà complètement disparu".

Qu'est ce que cela ?

Une nouvelle mouture de légende du coup de poignard ?

En ce cas, j'attache donc une grande importance à quelques éclaircissements. Une défaite, c'est sûr, les moineaux le sifflent sur tous les tons depuis des années.

Mais pourquoi en 93 ? Qu'y eut-il donc là de spécial ?

Ah oui, l'unité Steinmetz! On oublie si vite les choses !

En tout cas, rien ne nous a indiqué que les auteurs aient voulu discuter avec nous.

Leurs textes, nous tombèrent toujours sur le râble.

Le silence répondait à nos critiques jusqu'à la prochaine déclaration unilatérale.

Nous n'avons qualifié personne d'ennemi, nous n'avons jamais parlé de scission, mais nous nous sommes séparés, somme toute très sobrement, de gens qui avaient commencé à retourner contre nous leur intérêt particulier (mais qui aujourd'hui encore une pointe fatiguée - parlent de solidarité).

Pour les auteurs, il s'agissait de sortir d'une manière ou d'une autre de l'impasse où ils se sont eux-mêmes fourrés et pour y arriver, ils n'ont rien trouvé de mieux que de réinterpréter notre histoire en quelque chose qu'elle ne fut jamais.

Je trouve légitime de ne pas se laisser faire.

Et si quelqu'un doit encaisser une défaite de cette totalité, c'est bien nous, les prisonniers restant.

Nous avons initié "l'ouverture" sur laquelle tous ont fait cuire leur petite soupe, alors qu'en retour, nous restons engoncé jusqu'au cou dans le béton de "l'initiative Kinkel" pour 26 ans, si ça leur plaît !

Ou peut-être un peu plus longtemps !

Rolf-Clemens Wagner
Schwalmstadt, fin avril 1998